



16 juin : plus que le soutien, vive l'action !

lundi 8 juin 2020, par [Bariaud](#)



Alors que s'est engagé le « Ségur de la santé » qui doit refonder le système de santé français suite à la pandémie du Covid-19, une inter-organisation de la santé (syndicats et collectifs de personnels) appelle à faire du 16 juin une grande journée de grève et de mobilisation dans le secteur.

En effet, la crise sanitaire l'a mis en exergue, les politiques publiques menées depuis des décennies ont totalement démantelé la santé publique et mis à mal l'ensemble des collectifs de travail au profit du « tout administratif », du « tout rentable », du « tout concurrence ». Au nom du profit à court terme, les suppressions de lits, les fusions de services via les GHT (groupement hôpital territoire), les partenariats publics/privés, la gouvernance des Agences Régionales de Santé (qui ont fait la preuve de leur incurie durant les dernières semaines), la tarification à l'acte ont engendré la grave crise de l'hôpital public que dénonce la CGT depuis des années. Le gel du point d'indice dans la Fonction publique, adossé à des salaires déjà extrêmement bas au regard des qualifications, le recours accru à l'emploi non-titulaire, ont renforcé l'impression de dévalorisation de leurs métiers et de mépris ressentis par les soignant·es. Les

applaudissements de 20h et de circonstance, les discours lénifiants du gouvernement, les médailles en chocolat et les promesses de primes aléatoires et hypothétiques ne suffiront pas : désormais il faut de véritables moyens humains et budgétaires pour la santé publique !

Comment ne pas faire le lien avec ce qui se passe dans les champs de la FERC ?!

Les débats pré-crise Covid-19, issus de la bataille sur la réforme des retraites, avaient démontré que les salaires dans l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) étaient très largement en-dessous de la moyenne européenne et devaient être revalorisés par une augmentation généralisée et non par des primes au mérite. Les besoins en création de postes de titulaires et la titularisation des précaires et des personnels ouvriers des CROUS étaient un des sujets importants. Avec une reprise de l'École sous protocole plus ou moins strict à la rentrée, et si on ne veut pas laisser des élèves sur le bord de la route du système éducatif en creusant les inégalités sociales, il faudra un plan massif de création d'emplois statutaires pour accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions et non plus dans des classes surchargées.

Dans l'ESR, fusions et partenariats public/privé, les personnels connaissent aussi : ComUe et budgets sur projets (comprendre à court terme et rentables) sont leur lot quotidien. Pourtant, c'est incompatible avec le temps long de la recherche fondamentale, seul à même d'ouvrir des pistes nouvelles pour la connaissance et des avancées majeures pour la technologie, les soins, la préservation de l'environnement ou l'organisation de la société. Les conséquences sont la perte d'avancées scientifiques, la déstabilisation des équipes liée au turn-over, la mise à mal de l'indépendance de la recherche publique, et au final une perte de sens et une généralisation de la souffrance au travail.

Alors que le gouvernement parle de « vacances apprenantes » basées sur l'investissement des associations d'Éducation populaire et sportives, toutes ces structures sont mises à mal par le manque de budget et par leur mise en concurrence entre elles. La mise en place de l'agence nationale du sport acte le désengagement de l'État dans l'élaboration d'une politique sportive. Alors qu'avec la crise du Covid-19 de nombreux clubs associatifs sont en difficulté, la réponse du gouvernement est de développer une logique de dons en lançant la plateforme soutienclub.fr où l'on est invité à aider financièrement le club de son choix ! Pour la FERC, les formes d'engagement et de prise de responsabilité que continuent de promouvoir les associations d'Éducation populaire ont fait preuve de leur pertinence durant la crise. Elles seront autant d'appuis pour relever les défis d'une crise économique et sociale qui s'annonce.

Elles doivent permettre l'émancipation des salarié·es pour que ces dernier·es deviennent acteur·trices de leur vie sociale, professionnelle et participent à leur évolution. Les salarié·es doivent pouvoir se réapproprier le militantisme, retrouver la lutte, reposer la question du projet politique d'Éducation populaire.

Enfin, dans la formation professionnelle, le gouvernement fait le choix d'attribuer 1 milliard d'euros pour l'apprentissage et pas un centime pour les lycées professionnels. De plus, le gouvernement ne répond pas à la nécessité de formations et d'ingénierie sur les métiers émergents ce qu'il doit faire en s'appuyant sur les organismes existants (AFPA, CNAM, CFA etc.) et non sur des officines privées.

La FERC revendique

- Une augmentation des salaires, pensions, minima sociaux de 400 €.
- Le dégel du point de la Fonction publique et le rattrapage des 18 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 et l'égalité de traitement entre les catégories des 3 pans de la Fonction publique.
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- L'intégration de toutes les primes dans le salaire de base.
- La création de postes de titulaires qui répondent à l'ensemble des besoins de la population.
- Le 100 % sécu basé intégralement sur les cotisations sociales et la prise en charge de la perte d'autonomie.

- La suppression de l'HCERES, de l'ANR, des « initiatives d'excellence », du CIR, et la redistribution des moyens aux unités et établissements sous forme de dotations pérennes dans l'ESR.
- L'abandon du projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR).
- Le refus de la précarité des salarié·es du monde associatif et sportif par une revalorisation des salaires et la cessation de tout usage abusif du contrat d'engagement éducatif (CEE), des CDD et l'arrêt des contrats de travail atypiques (CEE, CDII).
- Une gestion démocratique des associations incluant public et salarié·es.
- La création d'un grand pôle éducatif, incluant le sport, en charge de coordonner toutes les missions éducatives.
- La création d'un Service public national de la Formation professionnelle avec une mise en œuvre au niveau Régional.

Parce que les problématiques de la santé sont les mêmes que celles dans nos champs, la FERC appelle l'ensemble des salarié·es et des retraité·es à participer, y compris par la grève, aux manifestations qui auront lieu partout en France le 16 juin.

Et pour ce faire, elle demande, avec la CGT, la levée de l'état d'urgence sanitaire et de son dernier interdit : celui de manifester à plus de 10 personnes, alors que l'ensemble de la vie économique a repris.